



economiesuisse



Nouveau programme climatique de l'économie suisse

economiesuisse dit oui à la loi sur le CO₂ révisée. Lors de sa conférence de presse annuelle, la fâitière des petites et grandes entreprises a présenté le «programme climatique de l'économie» et ses neuf champs d'action. Ce programme donne aux entreprises des lignes directrices concrètes sur la manière d'atteindre l'objectif zéro émission nette d'ici à 2050. economiesuisse soutient par ailleurs l'accord de libre-échange avec l'Indonésie et la loi sur les services d'identification électronique. Enfin, notre association demande la mise en place d'une cellule de

crise coronavirus nationale à la fois efficace et compétente.

Le «programme climatique de l'économie suisse» présenté par *economiesuisse* contient des lignes directrices concrètes à l'intention des entreprises pour réduire leurs émissions de CO₂. Avec ce programme, qui définit neuf champs d'action, notre organisation concrétise son engagement visant à réduire les émissions nettes de CO₂ de l'économie à zéro d'ici à 2050. Les champs d'action définis vont de l'accroissement de l'efficacité et du soutien aux initiatives sectorielles à la décarbonation des transports en passant par la promotion de la coopération internationale. Ce programme est disponible sur *economiesuisse.ch*.

«En matière de politique climatique, l'économie suisse entend faire partie de la solution», a déclaré Monika Rühl, présidente de la direction d'*economiesuisse*, à l'occasion de la conférence de presse annuelle. Et d'ajouter: «Grâce à des innovations et des technologies efficaces, l'économie est en mesure d'apporter une contribution majeure à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et donc à la résolution du problème climatique».

Dans ce contexte, *economiesuisse* a décidé de soutenir la révision de la loi sur le CO₂. La faïtière soutient le compromis du Parlement, même si le projet de révision ne répond pas à ses attentes sur des points essentiels.

Coronavirus: une cellule de crise nationale efficace et compétente est nécessaire

Outre la politique climatique, l'économie suisse est confrontée à d'autres défis majeurs: la crise du coronavirus en particulier pèse lourdement sur l'économie. La Suisse traverse sa plus grave récession depuis des décennies. L'économie indigène et l'économie exportatrice restent aux prises avec un environnement très difficile. Les mesures de soutien étendues adoptées par la Confédération et les cantons ces derniers mois ont quelque peu atténué la pression, mais l'hôtellerie et la branche du tourisme en général, le commerce de détail et la restauration souffrent fortement. Les exportations ont, elles aussi, enregistré une baisse massive l'an dernier en raison de la pandémie. «Nous avons encore des mois difficiles devant nous», a déclaré Christoph Mäder lors de la conférence de presse.

economiesuisse salue donc la décision du Conseil fédéral d'évaluer la situation en permanence. Il faut se garder d'exclure par avance tout assouplissement des restrictions, qui sont très coûteuses et pesantes pour la population. Une approche progressive s'impose.

economiesuisse appelle à améliorer rapidement la gestion de crise. Ces derniers jours, la Confédération et les cantons se sont mutuellement reprochés de ne pas avoir agi à temps. Cette attitude fragilise la confiance des citoyens dans les institutions. Il faut à tout prix l'éviter. Il convient au contraire de régler clairement les compétences et de tirer avantage des grands avantages du fédéralisme.

Aux yeux d'*economiesuisse*, une cellule de crise nationale efficace et compétente est nécessaire. La Confédération doit pouvoir travailler sur un pied d'égalité avec les chefs des états-majors cantonaux et leur offrir un accompagnement professionnel en matière de vaccination et de dépistage. La cellule de crise devrait dépendre directement du Conseil fédéral et être capable de décider et d'agir rapidement.

Les tests à large échelle représenteront une mesure essentielle en attendant que la majorité de la population soit vaccinée. Les milieux économiques ont donc accueilli très favorablement l'adaptation de la stratégie de dépistage décidée par le Conseil fédéral à fin janvier. Il s'agit maintenant de la mettre en œuvre rapidement et avec détermination.

OUI à l'accord avec l'Indonésie et OUI à la loi sur l'identité électronique

Les projets de politique économique importants ne manqueront pas ces prochains mois. Deux objets non négligeables sont soumis en votation le 7 mars prochain: l'accord de libre-échange avec l'Indonésie et la loi sur les services d'identification électronique (e-ID). *economiesuisse* prône deux fois le oui.